

# En Allemagne, les demandeurs d'asile autorisés à travailler plus tôt

Elsa Conesa

## La mesure vise à répondre à la pénurie de main-d'œuvre et à réduire les coûts de l'aide sociale

BERLIN - *correspondante*

**L**e tour de vis contre l'immigration mené par Berlin peut-il tenir face à une économie pénalisée par des pénuries récurrentes de main-d'œuvre ? Les demandeurs d'asile devraient bientôt être autorisés à travailler après seulement trois mois de présence sur le sol allemand, et ce même si leur procédure d'asile n'est pas encore examinée. Telle est la mesure annoncée contre toute attente par le ministre de l'intérieur, Alexander Dobrindt, dimanche 22 février. « *Ceux qui viennent ici doivent pouvoir travailler, et rapidement. La meilleure intégration se fait par le monde du travail* », a justifié le ministre, issu du parti conservateur bavarois CSU, dans un entretien à l'édition dominicale du quotidien Bild.

Actuellement, les demandeurs d'asile ne sont pas autorisés à travailler pendant au moins six mois quand ils sont tenus de résider dans un centre d'accueil, c'est-à-dire lorsqu'ils ont peu de chance d'obtenir le statut de réfugié parce que leur sécurité n'est pas menacée dans leur pays d'origine. Selon le ministère de l'intérieur, la nouvelle réglementation n'aura aucune incidence sur l'issue de la procédure d'asile : le fait de travailler ne sera, en théorie, pas un argument en faveur de l'obtention d'un droit de séjour. Les personnes dont la demande d'asile a déjà été rejetée et celles qui n'ont pas coopéré, par exemple en dissimulant leur identité ou en fournissant des informations inexacts sur le motif de la fuite de leur pays, ne pourront en outre pas en bénéficier.

### Portée modeste

L'objectif du gouvernement est double : il s'agit à la fois de répondre aux pénuries de main-d'œuvre dont souffre l'économie allemande, et de réduire le budget des prestations sociales versées à ceux qui n'ont pas de revenus. La portée de cette décision restera toutefois modeste, du moins dans un premier temps. « *La mesure s'appliquera à très peu de gens, car le nombre de demandes d'asile en Allemagne a beaucoup diminué, et avoisine aujourd'hui 7 000 personnes par mois* », commente Victoria Rietig, spécialiste des questions migratoires à la DGAP, un cercle de réflexion berlinois spécialisé dans les relations internationales.

La mesure figurait dans le contrat de coalition conclu au printemps 2025 entre les conservateurs (CDU-CSU) et les sociaux-démocrates (SPD). Mais les dernières annonces du ministre de l'intérieur, pour certaines en rupture avec les engagements pris, semblaient plutôt révéler des divergences en matière de politique d'immigration. Il y a quelques jours, il a annoncé ne plus vouloir financer de cours d'allemand pour l'ensemble des réfugiés, mais seulement pour ceux dont la demande d'asile a déjà été acceptée et ayant de réelles perspectives d'intégration. La proposition avait provoqué un tollé au sein du SPD.

Les mesures restreignant l'immigration mises en place par le gouvernement de Friedrich Merz (CDU) depuis son arrivée au pouvoir en mai 2025 sont considérées par ce dernier comme l'une de ses grandes réussites politiques. Le ministère de l'intérieur se targue ainsi d'avoir ramené le nombre de demandes d'asile à 168 500 en 2025, en baisse de 82 000 en un an. L'immigration s'était imposée comme un thème central de la campagne électorale pour les élections législatives de février 2025, après une série d'attentats et d'attaques au couteau perpétrées par des personnes issues de l'immigration. Friedrich Merz avait alors promis de rompre avec la politique migratoire défendue par l'ancienne chancelière Angela Merkel à partir de 2015, qui a conduit le pays à accueillir plus de 2,5 millions de réfugiés.

Le nombre de demandes d'asile a toutefois commencé à baisser bien avant les élections de 2025. « *Les premiers contrôles aux frontières ont été mis en place avec l'Autriche en 2015, et ont été étendus à la Suisse, la République tchèque et la Pologne à l'automne 2023, puis à l'ensemble des frontières un an plus tard* », explique Victoria Rietig. Le raidissement de Berlin en matière migratoire date en réalité de la coalition d'Olaf Scholz, alliant le SPD, les Verts et les libéraux-démocrates, au pouvoir de 2021 à 2025.

Depuis mai 2025, le gouvernement de Friedrich Merz a prolongé et durci les mesures en place. Il a décidé de refouler quasi systématiquement les demandeurs d'asile aux frontières, supprimé la procédure de naturalisation accélérée, restreint le regroupement familial et repris les expulsions vers l'Afghanistan et la Syrie. Récemment, l'accès des Ukrainiens aux prestations sociales a également été réduit.